



ENSEMBLE, DEFENDONS LE SERVICE PUBLIC ET LA BANQUE DE FRANCE FACE AUX ATTAQUES DE VILLEROY DE GALHAU ET DU GOUVERNEMENT

TOUS EN GRÈVE LE 22 MARS !

TOUT LE SECTEUR PUBLIC EST CONCERNÉ

Hôpitaux, services postaux, universités, SNCF... tout y passe ! Nos services publics, notre bien commun, sont violemment attaqués et le gouvernement de la Banque prend toute sa part dans cette entreprise de démolition !

En bons libéraux, pour Villeroy de Galhau et les membres du gouvernement il faudrait rendre le secteur public « compétitif » au détriment des personnels et des usagers !

Leur solution est simple :

- « flexibiliser » c'est-à-dire faciliter les licenciements ;
- « réduire les coûts » c'est-à-dire baisser les effectifs et les salaires tout en dégradant la qualité des services ;
- « réformer » les statuts c'est-à-dire détruire les droits des fonctionnaires et les rendre plus dépendants à leur chaîne hiérarchique.

Tel est le sens de la réforme du paritarisme, de la réforme des carrières et de l'indécot accord sénior de la Banque de France.

La casse annoncée du statut des cheminots s'inscrit dans le même sens, avec de surcroît une méthode antidémocratique consistant à passer en force par ordonnance pour s'assurer qu'aucun débat ne puisse émerger et aucune résistance se développer. Ce que prévoit le Gouvernement pour les Cheminots est un copié/collé de ce qui s'est fait à la Papeterie de Vic le Comte avec la création de la filiale EUROPAFI. Si le Gouvernement arrive à ses fins, c'est la totalité de nos activités qui est menacée (imprimerie, surendettement, tri des billets, etc.).

Pourtant, malgré la violence et la rapidité de ces attaques les mobilisations se multiplient, souvent unitaires, parfois spectaculaires et médiatisées, parfois longues et peu connues, comme récemment chez les gardiens de prison, dans les hôpitaux et les EHPAD.

**Salariés de la Banque de France, usagers, nous avons un rôle à jouer pour défendre
les services publics et ceux qui les assument**

Faisons du 22 mars

la date d'arrêt des politiques anti-fonctionnaires du gouvernement





ET À LA BANQUE ?

La liste des mauvais coups portés au personnel et aux missions qu'il assume s'allonge de jour en jour.

Partout les conditions de travail se dégradent : la papeterie récemment modernisée subit des dysfonctionnements quotidiens catastrophiques et les accidents du travail s'y multiplient, les tensions

d'effectifs à la fabrication des billets sont de plus en plus intenable, l'externalisation incontrôlée du tri des billets assèche les caisses où de nombreux agents vont subir un PSE indigent, les agents du réseau expérimentent de nouvelles organisations du travail non abouties et pathogènes, les épuisements professionnels se développent et la souffrance au travail s'étend dans les services centraux, etc.

Le travail en « mode dégradé » devient la norme faute de moyens humains partout à la Banque. Cela se traduit par un accroissement inquiétant des risques psycho-sociaux. La plupart des agents, y compris les cadres, sont désabusés et ont perdu toute confiance dans la stratégie des dirigeants de l'entreprise.

La politique libérale que le gouvernement de la Banque applique avec zèle dégrade la qualité des services rendus par la Banque de France au public et pourrait se traduire par la destruction d'une bonne partie de nos métiers, la dégradation continue de nos conditions de travail et l'affaiblissement de nos protections collectives obtenues au cours du XXème siècle.

Ensemble, défendons un vrai service public, nos missions, nos emplois, nos conditions de travail et nos salaires !

Nos exigences sont partagées par la quasi-totalité du personnel :

- La défense de nos missions de service public ;
- L'amélioration des conditions de travail et les moyens pour un service public de haut niveau ;
- Une meilleure prise en compte des qualifications ;
- Des revalorisations salariales et une réforme des carrières juste dans l'intérêt des agents.

La CGT appelle les agents de la Banque et l'ensemble des syndicats à participer massivement à la grève du 22 mars et à rejoindre les manifestations organisées partout en France

Pour être plus forts ensemble, j'adhère à la CGT

La cotisation syndicale ouvre droit à un crédit d'impôt de 66% des sommes versées chaque année.

NOM PRÉNOM

UNITÉ, SERVICE

CODE UNITÉ ADMINISTRATIVE TEMPS DE TRAVAIL %

GRADE INDICE

Syndicat national CGT de la Banque de France – 75-1647 – 35, rue Radziwill 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : +33 1 42 92 30 44 – télécopie : +33 1 42 60 67 35 – cgt@banque-france.fr